



Paris, le 5 janvier 2015

COMMUNIQUÉ

L'intersyndicale regroupant la CGT, FAEN, SNETAA-FO, SNUEP-FSU s'est réunie le vendredi 19 décembre pour analyser ensemble les politiques mises en œuvre dans le champ de l'enseignement professionnel public.

Enfermé dans une politique d'austérité, pour masquer le manque d'investissement et une réelle valorisation de l'enseignement professionnel, le ministère s'entête à vouloir développer l'apprentissage alors qu'il n'est ni la solution au chômage des jeunes, ni une voie de formation dispensant une formation permettant des poursuites d'études et une insertion durable dans l'emploi.

La volonté du ministère de développer l'apprentissage dans les LP, LPO et SEP fait peser de graves menaces sur l'enseignement professionnel public. Le mixage des parcours et des publics, qui sert notamment l'objectif de diminution des moyens alloués à l'enseignement professionnel et la sous-traitance des plateaux techniques des EPLE, dégradent encore les conditions de travail des PLP et les conditions d'études des lycéen-nes professionnel-les. Aujourd'hui, la ministre envisage de modifier le statut des PLP qui serait un « frein » au développement de l'apprentissage. Pour nous, cette éventualité est inacceptable et nous nous opposerons à de telles modifications.

Dans le cadre de la préparation de la rentrée 2015, au moment où le ministère met en place un droit de retour en formation professionnelle initiale pour les jeunes décrocheurs, aucun moyen supplémentaire n'est alloué aux LP, SEP, EREA et SEGPA pour prendre en charge ces jeunes et pour améliorer les conditions de travail des PLP fortement dégradées ces dernières années. Pire, il est à craindre que pour financer certaines mesures mises en place à la rentrée 2015, les lycées professionnels et ses enseignant-es en seront écartés : éducation prioritaire, pondération..., les moyens en seront ponctionnés sur l'enseignement professionnel public qui sert de variable d'ajustement.

Nos organisations condamnent le développement de l'apprentissage et demandent solennellement à la ministre de l'Éducation nationale de changer sa politique à l'égard des lycées professionnels publics. Le gouvernement doit mesurer l'enjeu que représente l'Enseignement professionnel initial, public et laïque comme voie de la réussite des jeunes, contre les sorties sans qualification.

Nos organisations syndicales donnent rendez-vous aux PLP dès la rentrée de janvier 2015 pour construire ensemble les mobilisations nécessaires et riposter à cette politique.